



BRÈVES NUMÉRIQUES

Royaume-Uni



Une publication du SER de Londres
7 octobre au 21 novembre 2025

Sommaire

Fait marquant

- Le Royaume-Uni a publié sa stratégie de l'IA pour le Science, et a fait des annonces pour soutenir les startups britanniques de l'IA

Economie numérique et régulation

- A l'occasion de la visite d'Etat de Keir Starmer, le Royaume-Uni et l'Inde ont annoncé créer un Centre pour l'innovation et la connectivité
- L'Ofcom poursuit la mise en œuvre de la loi sur la sécurité en ligne, sous la pression de la Ministre britannique de la Science, de l'Innovation et de la Technologie
- Le Royaume-Uni a signé des partenariats pour la recherche et l'innovation avec la Suède et les Pays-Bas
- Le Royaume-Uni et la Chine ont participé à la 11e réunion de leur Commission conjointe « Science et Technologie »

Télécommunications et réseaux

- La Ministre de la Science, de l'Innovation et de la Technologie britannique demande à l'Ofcom de protéger les consommateurs britanniques face à la hausse des prix des services mobiles
- Le Royaume-Uni a signé une déclaration conjointe avec 4 régulateurs étrangers pour renforcer la coopération internationale dans le secteur des télécommunications

Données et intelligence artificielle

- Le gouvernement a annoncé la création de deux nouvelles AI Growth Zone au Pays-de-Galles
- Le Ministère de la Défense britannique lance un nouvel outil pour développer l'utilisation de l'IA dans la défense
- Le Ministère des Entreprises et du Commerce noue un partenariat avec *Google* et *Natwest* pour diffuser l'utilisation de l'IA dans les PME
- Le Ministère de la Justice britannique a signé un contrat avec *OpenAI*

Cybersécurité

- Le gouvernement britannique a dévoilé son projet de loi sur la cybersécurité
- Le Royaume-Uni lance une initiative pour le développement de normes cyber mondiales
- Le Royaume-Uni et l'Australie ont signé une déclaration conjointe sur la cybersécurité des applications mobiles et apps stores

Spatial

- L'Agence spatiale britannique finance 5 projets de recherche sur les télécommunications
- Le Royaume-Uni a participé à la fabrication du satellite européen Sentinel-6B, qui surveillera l'élévation du niveau de la mer

Nouvelles technologies

- Le gouvernement britannique renouvelle son soutien au secteur quantique

Ecosystème tech

- Le gouvernement dévoile un nouveau financement pour le corridor d'innovation entre Oxford et Cambridge
- Le secteur des voitures autonomes se développe au Royaume-Uni et à l'international
- La startup britannique *Stability AI* s'associe à *Universal Music Group* pour développer des outils de création musicale alimentés par l'IA

Fait marquant :

Le Royaume-Uni a publié sa stratégie de l'IA pour le Science, et a fait des annonces pour soutenir les startups britanniques de l'IA

Le Ministre britannique de l'IA et de la sécurité en ligne, Kanishka Narayan, et Lord Vallance, le Ministre de la Science, de l'Innovation et du Nucléaire, ont dévoilé le 20 novembre la [« AI for Science Strategy »](#). Cette stratégie fixe comme objectifs de développer des jeux de données accessibles et utiles aux chercheurs, qu'ils aient accès à une capacité de calcul suffisante, d'augmenter le nombre de chercheurs en IA et de composer des équipes interdisciplinaires, et de déployer des laboratoires scientifiques dédiés à l'IA (à usage général et spécialisé). Elle prévoit également le lancement de « Missions AI for science », fixant des objectifs plus spécifiques, la première portant sur l'exploitation de l'IA pour accélérer la recherche de nouveaux médicaments et traitements. La dimension de la soutenabilité du développement de l'IA est également évoquée dans cette publication. Un financement de 137M£ assurera le déploiement de cette stratégie, issu des 2Mds£ annoncés à la suite de la publication de l'*AI Opportunities Action Plan*. Cette nouvelle stratégie s'inscrit dans la continuité du Plan sur les opportunités de l'IA de janvier 2025, et de la Stratégie industrielle parue en juin 2025.

Parallèlement à la publication de cette stratégie, le [gouvernement britannique a fait des annonces pour soutenir l'écosystème IA britannique](#). Le gouvernement travailliste prévoit d'agir en tant que « premier client » pour les startups prometteuses nées au R-U à travers « l'engagement de marché avancé » (*advance market commitment*) doté d'un financement de 100M£, et promet à ces entreprises un accès gratuit à des capacités de calcul. [De plus](#), des « Ambassadeurs de l'IA » britanniques, tels que le Prix Nobel d'économie Simon Johnson et la Vice-Présidente Recherche de *Google DeepMind*, Raia Hadsell ont été nommés pour maximiser les bénéfices que le R-U peut tirer de l'IA. Enfin, James Wise, du fonds *Balderton Capital*, présidera la « AI Sovereign Unit », rassemblant le gouvernement, l'industrie et les investisseurs pour financer pour les start-ups à fort potentiel et les scale-up au Royaume-Uni.

Economie numérique et régulation

A l'occasion de la visite d'Etat de Keir Starmer, le Royaume-Uni et l'Inde ont annoncé créer un Centre pour l'innovation et la connectivité

Les 8 et 9 octobre, le Premier ministre britannique a réalisé sa première visite d'Etat en Inde, au cours de laquelle Keir Starmer et Shri Narendra Modi ont examiné les avancées réalisées dans le cadre du '*India-UK Comprehensive Strategic Partnership*', fixant une feuille de route « Vision 2035 » pour le commerce, l'investissement et l'innovation dans divers secteurs tels que la technologie, la défense, la sécurité, la santé et l'éducation. Cette visite s'inscrit dans la continuité de l'accord commercial entre le R-U et l'Inde signé en juillet 2025.

A cette occasion, le R-U et l'Inde ont annoncé la [création du India-UK Connectivity and Innovation Centre](#), rassemblant les forces des deux pays en matière d'innovation dans la connectivité avancée et les télécoms. Au cours des 4 prochaines années, une période cruciale pour le développement de la 6G, le Centre sera chargé de transformer les télécommunications grâce à l'IA, de développer les réseaux de connectivité non terrestres (satellitaires et aéroportés), et de renforcer la sécurité et la résilience des réseaux face à la menace cyber. Cette initiative sera dotée d'un budget de 24M£ sur 4 ans, et soutiendra la recherche dans ces domaines, des partenariats public-privé, des essais conjoints ainsi que des collaborations ciblées dans l'élaboration des normes techniques mondiales. Elle sera mise en œuvre par le Ministère de la Science, de la Technologie et de l'Innovation (DSIT) et *UK Research and Innovation*, l'agence de financement de la recherche côté britannique, et par le Ministère des télécommunications (DoT) côté indien.

Un forum de dirigeants d'entreprises (*India-UK CEO Forum*) a également été organisé. De nombreuses entreprises du secteur de la tech faisaient partie de la [délégation](#) du Premier ministre britannique, telles que *Oxford Quantum Circuits*, *Graphcore AI*, *Oxford Nanopore*, *Revolut* et *Eleven Labs*, tout comme les principales universités britanniques.

L'Ofcom poursuit la mise en œuvre de la loi sur la sécurité en ligne, sous la pression de la Ministre britannique de la Science, de l'Innovation et de la Technologie

Dans le cadre de l'application de l'*Online Safety Act* (OSA), l'Ofcom a publié le 13 octobre un [état des lieux sur 11 des 21 enquêtes en cours](#) pour manquement aux règles de la sécurité en ligne, qui représentent un total de 69 sites. Ainsi, la [chaîne 4chan a été condamnée](#) à une amende de 20 000£ pour ne pas avoir répondu aux demandes d'information du régulateur. En parallèle, à la suite d'une enquête de l'Ofcom sur deux fournisseurs de services en ligne (1Fichier.com et Gofile.io), les plateformes utilisent désormais une technologie automatisée (*perceptual hash-matching technology*) pour lutter contre la diffusion des contenus d'abus sexuels d'enfants. De plus, en réponse aux enquêtes de l'Ofcom, 4 services sous investigation (*Krakenfiles*, *Nippydrive*, *Nippyshare*, *Nippyspace*) et un forum sur le suicide ont décidé de suspendre leurs activités au R-U en bloquant l'accès des adresses IP britanniques. L'Ofcom a donc clôturé les enquêtes à leur égard. Enfin, le régulateur a [infligé une amende de 50 000£](#) à un site publiant des images dénudées pour ne pas avoir mis en œuvre les contrôles d'âge prévus dans le cadre de l'OSA.

Cependant, la [Ministre du DSIT Liz Kendall a écrit à la Directrice de l'Ofcom](#) le 12 novembre, s'inquiétant du retard dans la mise en œuvre de l'OSA, et insistant sur l'urgence d'appliquer le reste des mesures de l'OSA, notamment celles sur le renforcement des pouvoirs des utilisateurs, et de renforcer la lutte contre l'antisémitisme en ligne. La Ministre a également rappelé que l'Ofcom pouvait compter sur l'appui du gouvernement pour se saisir de l'ensemble des pouvoirs et prérogatives que lui confère l'OSA, et a demandé au régulateur d'examiner les points sur lesquels il pouvait accélérer le processus de mise en œuvre.

Melanie Dawes, la Directrice de l'Ofcom, s'est pourtant [rendue en Californie](#) fin octobre pour examiner comment les plateformes américaines travaillent à la modification de leurs algorithmes pour protéger les enfants, et quelles mesures mettent en place les entreprises d'IA (*Open-AI* notamment) pour s'assurer de la sécurité de leurs modèles d'IA générative. Elle avait également rencontré le Comité judiciaire de la Chambre des représentants américaine en juillet.

En parallèle, le [gouvernement renforce la pénalisation des partages d'images intimes](#) sans consentement, dans le cadre de la *Crime and Policing Bill* actuellement en cours d'examen au Parlement. Les victimes auront davantage de temps pour faire des signalements, et ces crimes pourront faire l'objet d'une peine jusqu'à 3 ans après la diffusion des images. Un autre amendement à la loi propose de criminaliser la pornographie violente (strangulation, suffocation).

De plus, le gouvernement prévoit de mettre en œuvre une [réglementation plus stricte sur les modèles d'IA](#), en permettant à des organismes habilités tels que l'*Internet Watch Foundation* (*IWF*) d'examiner les modèles afin de s'assurer que ceux-ci ne produisent pas de matériels pédopornographiques. Cette annonce intervient en réponse à la publication d'une enquête de l'*IWF*, qui révèle que les images d'abus sexuel d'enfants générés par l'IA ont plus que doublés en un an, passant de 199 en 2024 à 426 en 2025.

Enfin, l'Ofcom lance une consultation sur le régime des « frais de sécurité en ligne ». L'OSA prévoit en effet que les coûts de mise en œuvre de la réglementation de la sécurité en ligne qui pèsent sur l'Ofcom soient payés par les fournisseurs de services et plateformes concernés par la législation. Le 20 novembre, [la Ministre du DSIT Liz Kendall](#) a donc proposé au Parlement que le seuil du revenu mondial à partir duquel les entreprises doivent payer ces frais soit de 250M£. Les entreprises dont les bénéfices réalisés au R-U sont inférieurs à 10M£ devraient en revanche être exclues de ce régime, qui fait l'objet d'une [consultation](#) jusqu'au 9 janvier 2026.

Le Royaume-Uni a signé des partenariats pour la recherche et l'innovation avec la Suède et les Pays-Bas

A l'occasion de la visite de la Ministre suédoise Maria Nilsson à Londres, le Ministère britannique de la Science, de l'Innovation et de la Technologie (DSIT) et le Ministère de l'Education et de la Recherche suédois ont signé un [accord de coopération dans les domaines de la recherche et de l'innovation](#) pour une durée de 5 ans. Le Royaume-Uni et la Suède [renforceront ainsi leur relation bilatérale](#) à travers des projets de recherche conjoints, des échanges d'information, des rencontres, l'organisation d'événements communs, et le renforcement de la collaboration entre *UK Research & Innovation* (UKRI) – l'agence finançant la recherche au Royaume-Uni – et son équivalent suédois, le *Swedish Research Council*. Par ailleurs, une priorité sera donnée aux possibilités de collaboration offertes dans le cadre du programme européen Horizon Europe. Enfin, les domaines de recherche ciblés par ce partenariat sont l'IA et les infrastructures, les télécommunications et la fusion nucléaire.

De plus, le gouvernement britannique a [signé un partenariat sur l'innovation avec les Pays-Bas](#) le 11 novembre. [L'accord](#) prévoit une coopération approfondie entre les deux Etats dans 3 domaines spécifiques : les semi-conducteurs, le quantique, et l'intelligence artificielle. Celle-ci passerait par des initiatives de recherche conjointes, des échanges sur le soutien à la commercialisation des innovations, et le partage de bonnes pratiques sur la régulation des technologies émergentes. Ainsi, un dialogue bi-annuel est prévu, incluant les gouvernements, les industries et des organismes d'innovation externes. Ce partenariat s'appuie sur des liens déjà établis dans le cadre des programmes de recherche d'Horizon Europe, de l'initiative PIXEurope sur les puces photoniques, de leur programme de R&D commun sur le quantique, et du MoU quantique signé en novembre 2023.

Enfin, le Royaume-Uni s'est associé à la Malaisie pour accueillir le [Sommet sur l'innovation en IA entre le R-U et l'ASEAN](#), à Kuala Lumpur le 8 octobre. Cet événement a permis de renforcer les relations économiques entre les communautés d'affaires de la tech et l'IA du R-U et de l'ASEAN.

Le Royaume-Uni et la Chine ont participé à la 11e réunion de leur Commission conjointe « Science et Technologie »

Dans le cadre de la [11e réunion de la Commission conjointe « Science et Technologie » \(JCM\)](#) entre le Royaume-Uni et la Chine qui s'est tenue à Pékin le 11 novembre, le ministre britannique de la science Lord Vallance et son homologue chinois Chen Jiachang ont reconnu l'importance des collaborations internationales et bilatérales dans les domaines scientifiques et technologiques. Le JMC s'est donc réuni pour examiner le résultat de la coopération scientifique entre le R-U et la Chine, et fixer les priorités pour de futures collaborations, qui devront respecter les réglementations de chaque Etat en matière de propriété intellectuelle et de gestion des données. Cette réunion s'inscrit en effet dans la continuité d'ateliers organisés en octobre dernier, qui ont permis de déterminer quelles législations nationales étaient pertinentes en matière de protection des données et de PI.

De même, lors de ces groupes de travail, le R-U et la Chine s'étaient accordées sur des collaborations scientifiques dans le domaine des villes durables, de la préparation aux épidémies, et de la résistance aux antimicrobiens. Enfin, les gouvernements britannique et chinois ont réexprimé leur soutien à la collaboration de long-terme entre UKRI et le Fondation nationale des sciences naturelles de la Chine, et ont identifié comme secteurs prioritaires de leur partenariat le changement climatique, l'astronomie, la santé, et la recherche agricole et alimentaire.

Cependant, les deux parties ont noté que dans ces domaines, certains sous-secteurs ne feraient pas l'objet de collaboration en raison [d'exigences législatives et de sécurité nationale](#).

Télécommunications et réseaux

La Ministre de la Science, de l'Innovation et de la Technologie britannique demande à l'Ofcom de protéger les consommateurs britanniques face à la hausse des prix des services mobiles

Suite à la décision d'*O2* d'augmenter ses prix à un niveau supérieur à ceux fixés dans ses contrats, la Ministre de la Science, de l'Innovation et de la Technologie britannique Liz Kendall a [écrit une lettre à la Directrice de l'Ofcom](#) Melanie Dawes, lui demandant de s'assurer du respect des droits des consommateurs. En effet, la Ministre a demandé au régulateur des communications de lancer une enquête pour déterminer si *O2* respecte la règle permettant à ses clients de résilier leur contrat gratuitement sous un délai de 30 jours suite à une augmentation de la tarification.

De plus, Liz Kendall a chargé l'Ofcom d'examiner les moyens de rendre les factures de télécommunications plus transparentes, et de mettre la pression sur les entreprises du secteur pour que leurs clients soient correctement informés de ces potentielles hausses de tarifs.

Enfin, le gouvernement britannique a missionné l'Ofcom pour veiller à ce que les anciens et nouveaux clients bénéficient de tarifs identiques. Cette pression accrue mise sur le régulateur britannique s'inscrit dans un contexte de diminution de la concurrence sur le marché télécoms, à la suite de la fusion entre *Vodafone* et *Three*, approuvée par la CMA en décembre 2024.

Le Royaume-Uni a signé une déclaration conjointe avec 4 régulateurs étrangers pour renforcer la coopération internationale dans le secteur des télécommunications

Le 6 novembre, les régulateurs des télécommunications du Royaume-Uni, des Etats-Unis, du Canada et de la Nouvelle-Zélande [ont signé une déclaration conjointe](#), réaffirmant leur volonté de renforcer leur coopération en réponse aux menaces et défis du secteur des télécoms. Ce partenariat prévoit notamment l'échange et la promotion de bonnes pratiques pour lutter contre les acteurs malveillants (menaces émergentes, techniques de fraude, usage de l'IA), et l'harmonisation de leurs approches réglementaires, en particulier sur les normes internationales relatives aux *Privileged Access Workstation* (configuration informatique dédiée aux tâches nécessitant une sécurité accrue). L'accord mentionne également des échanges entre les régulateurs en matière de sécurité de la chaîne d'approvisionnement pour les éléments critiques des réseaux télécoms, tels que les infrastructures de câbles sous-marins et les dispositifs de fréquence radio.

Données et intelligence artificielle

Le gouvernement a confirmé la création de deux nouvelles AI Growth Zone au Pays-de-Galles

Dans le cadre de la mise en oeuvre de l'*AI Opportunities Action Plan*, le gouvernement britannique a annoncé la création de deux nouvelles « AI Growth Zone » dans le [nord](#) et le [sud](#) du Pays-de-Galles, après le lancement de 2 autres zones de croissance de l'IA dans le Nord-est de l'Angleterre et l'Oxfordshire. Le site identifié accueillera également la première centrale nucléaire SMR du Royaume-Uni à Wylfa (presqu'île d'Anglesey). [En parallèle de ces annonces, le gouvernement a détaillé des réformes](#) pour simplifier et planifier l'accès à l'énergie, en plaçant les zones de croissance de l'IA comme projets prioritaires pour accéder au réseau. Ainsi, les directives de planification ont été mises à jour pour renforcer la priorité accordée aux projets d'infrastructures d'IA, une équipe d'experts dédiée à l'IA a été mise en place pour accélérer le processus d'approbation et accompagner les régions concernées, et les centres de données pourront bénéficier de réductions sur leurs factures d'électricité sous certaines conditions. Le gouvernement cherche actuellement un partenaire pour investir dans cette AI Growth Zone au Pays-de-Galles, afin de commencer les travaux dans les mois à venir.

La désignation de cette nouvelle zone de croissance de l'IA a été [sévèrement critiquée par TechUK](#), l'organisme représentatif de l'industrie de la tech britannique, qui soutient que les annonces du gouvernement ne répondent pas à la problématique du coût de l'énergie au Royaume-Uni, qui est le plus élevé d'Europe. Par ailleurs, la construction du SMR ne permettrait pas de répondre à l'enjeu des délais de raccordement, car celui-ci mettrait au minimum 3 ans à être construit, sans compter les délais d'approbation du projet lui-même.

Le Ministère de la Défense britannique lance un nouvel outil pour développer l'utilisation de l'IA dans la défense

Le Centre d'IA de la Défense (*Defence AI Centre*), qui dépend du Ministère britannique de la Défense (*Ministry of Defence – MoD*), lance « [l'AI Model Arena](#) », afin de redéfinir la manière dont l'Armée britannique déploie les technologies d'intelligence artificielle. Cet outil, développé avec l'entreprise britannique *Advai* et le Fonds d'investissement stratégique pour la sécurité nationale (*National Security Strategic Fund*), permettra au MoD d'identifier les meilleures solutions d'IA en donnant aux fournisseurs la capacité de tester rapidement leurs modèles dans des cas d'utilisation concrets. En effet, l'AI Model Arena est une plateforme d'évaluation sécurisée et neutre vis-à-vis des fournisseurs pouvant évaluer objectivement les modèles d'IA dans 4 domaines critiques : la performance, la fiabilité, la robustesse et la sécurité. Cet outil vise à accélérer le taux d'adoption de modèles d'intelligence artificielle, tout en garantissant une concurrence équitable. L'AI Model Arena devrait être mis en service en mars 2026.

Le Ministère des Entreprises et du Commerce noue un partenariat avec Google et Natwest pour diffuser l'utilisation de l'IA dans les PME

[Google et NatWest s'associent avec le Department for Business and Trade](#) (DBT) pour aider les dirigeants de PME britanniques à mettre en place des outils d'IA dans leurs entreprises. Alors que la majorité d'entre eux font face à des contraintes de temps, cette tournée '*AI Works for Business*' organisée par Google, qui s'arrêtera à Manchester, Leeds, Edimbourg et Cardiff, permet aux PME de voir comment les outils d'IA peuvent améliorer la productivité. D'après une étude de Public First, les outils alimentés par l'IA pourraient augmenter la productivité des PME de 20 %, et permettraient donc de stimuler la croissance des entreprises britanniques. Par ailleurs, cette campagne met en avant 10 PME, dont Peregrine, Roly's Fudge et Kent Brushes, et souligne comment *Google Workspace* avec *Gemini* les ont aidés à résoudre leurs problèmes.

Le Ministère de la Justice britannique a signé un contrat avec OpenAI

Le 23 octobre, le [Ministère de la Justice britannique et OpenAI ont signé un partenariat](#) afin d'assurer la diffusion des technologies d'IA au sein du système judiciaire britannique, et ainsi permettre aux agents de gagner du temps sur les tâches administratives. Ce contrat s'inscrit dans la continuité du déploiement de l'outil d'IA interne au Ministère, « Justice Transcribe », qui enregistre et retranscrit les entretiens avec les prévenus, permettant aux agents de probation de consacrer davantage de temps à la prévention de la récidive. L'entreprise américaine prévoit par ailleurs d'étendre son offre au Royaume-Uni en permettant aux entreprises de stocker leurs données sur le territoire britannique sur des sites sécurisés et souverains d'*OpenAI*. L'objectif de cette nouvelle offre est d'encourager les entreprises britanniques à utiliser davantage l'IA, en levant les craintes liées à la confidentialité et sécurité du stockage des données.

Cybersécurité

Le gouvernement britannique a dévoilé son projet de loi sur la cybersécurité

Le gouvernement a déposé son [projet de loi Cybersécurité et résilience \(réseaux et systèmes d'information\)](#) à la Chambre des Communes le 12 novembre. L'objectif de cette réglementation est de mettre à niveau les défenses cyber du Royaume-Uni dans un contexte de menace grandissante, et d'harmoniser la législation britannique avec la directive européenne NIS2.

En effet, le cadre réglementaire existant en matière de cybersécurité est issu de la directive européenne de 2018 et n'avait pas été mis-à-jour jusqu'à présent, alors que le R-U a fait face à des attaques cyber d'ampleur ces derniers mois, notamment celles contre Jaguar Land Rover (JLR), Mark & Spencer, Co-op et les hôpitaux de Londres en juin, qui [pèsent sur l'économie britannique](#).

A la suite de l'incident de JLR, les ministres de l'Economie, Rachel Reeves, de la Science, de l'Innovation et de la Technologie Liz Kendall, des Entreprises et du commerce Peter Kyle et de la Sécurité Dan Jarvis avaient [conjointement adressé une lettre](#) aux dirigeants d'entreprises britanniques, les exhortant à renforcer leurs défenses cyber face à l'éventail croissant des menaces.

C'est dans ce contexte que le gouvernement a dévoilé le projet de loi sur la cybersécurité et la résilience (*Cyber Security and Resilience Bill*), qui [prévoit](#) notamment :

- L'élargissement du champ d'application de la réglementation existante à toutes les entreprises fournissant des services tels que la gestion informatique, le support technique informatique et la cybersécurité aux organisations du secteur privé et public comme le NHS, mais aussi les centres de données et les organisations gérant les flux d'électricité. Ces organes devront dès lors respecter des obligations supplémentaires en matière de sécurité (signalement rapide des incidents cyber, plans solides de réponse en cas d'attaque).
- Le renforcement des régulateurs : ces derniers seront chargés de désigner les fournisseurs critiques qui devront respecter des règles de sécurité supplémentaires, et auront des pouvoirs d'enquête pour identifier les vulnérabilités potentielles.
- L'augmentation des exigences de rapport des incidents cyber pour donner au gouvernement des informations sur l'état de la menace. Les organes ne respectant pas ces obligations se verront appliquer des sanctions.
- Enfin, le Ministre de la Science et de la Technologie obtient de nouveaux pouvoirs pour instruire les régulateurs et les organisations qu'ils supervisent, comme les trusts du NHS et Thames Water, et pourra prendre des mesures spécifiques pour prévenir les cyberattaques lorsqu'il y a une menace pour la sécurité nationale britannique.

Les [acteurs du secteur](#) saluent la présentation du projet de loi, mais [certaines voix critiquent](#) le manque de ressources allouées pour garantir sa mise en œuvre, et appellent à une plus grande consultation des entreprises, qui assumeront la charge du renforcement des cyberdéfenses. Le gouvernement promet de [continuer à associer l'industrie](#) dans la mise en œuvre de la législation, et a annoncé l'actualisation prochaine de la stratégie nationale sur la cybersécurité.

L'examen du projet de loi par les députés devrait se poursuivre dans les mois à venir, mais aucune date de [seconde lecture](#) n'a été annoncée à ce stade.

Le Royaume-Uni lance une initiative pour le développement de normes cyber mondiales

Le Royaume-Uni a [lancé une initiative](#) pour harmoniser les normes minimales cyber à l'échelle mondiale. Le *UK's cyber framework*, l'accord du R-U sur la cybersécurité, a notamment été signé par Singapour, l'Australie, l'Allemagne, la Corée du Sud, la Finlande, la Hongrie, et le Japon à ses partenaires internationaux de s'associer au cadre cyber. [Celui-ci](#) introduit des exigences minimales de cybersécurité des appareils grand public (*Global Cyber Security Labelling Initiative*), et permet ainsi aux entreprises opérant dans ces différents pays de réduire les coûts d'adaptation aux différentes réglementations, et simplifier les processus de conformité. Le R-U a ainsi vocation à renforcer son influence dans le champ de la cybersécurité à l'échelle internationale.

Le Royaume-Uni et l'Australie ont signé une déclaration conjointe sur la cybersécurité des applications mobiles et apps stores

Les gouvernements britannique et australien ont signé une [déclaration conjointe](#), énonçant leur approche commune en matière de cybersécurité des applications et app stores, afin de protéger les utilisateurs contre les apps malveillantes et non sécurisées. Ainsi, l'Australie a développé en collaboration avec le R-U un code de pratique volontaire pour ce secteur d'activité. Bien que certains aspects diffèrent notamment en ce qui concerne la protection de la vie privée et les données et s'inscrivent dans le cadre de la stratégie australienne de cybersécurité 2023-2030, ce code australien s'inspire en grande partie du code de pratique britannique. Le R-U et l'Australie prévoient de promouvoir leur approche commune de la cybersécurité des applications et magasins d'apps auprès d'autres partenaires internationaux.

Spatial

L'Agence spatiale britannique finance 5 projets de recherche sur les télécommunications

Dans le cadre du programme de recherche sur les systèmes de télécommunications par satellites de l'Agence spatiale européenne, la *UK Space Agency*, récemment fusionnée au sein du Ministère de la Science, de l'Innovation et de la Technologie (DSIT), [investit 6,9M£ dans 5 projets](#). Parmi eux, on retrouve des travaux sur les technologies de ravitaillement pour prolonger la durée de vie des satellites, et de réseau 5G non-terrestre. Cette annonce s'inscrit en parfaite cohérence avec la stratégie industrielle publiée en juillet, qui faisait du spatial, et notamment des communications par satellites, l'une de ses priorités.

Le Royaume-Uni a participé à la fabrication du satellite européen Sentinel-6B, qui surveillera l'élévation du niveau de la mer

Le satellite Sentinel-6B, dernier satellite du programme européen Copernicus, a été lancé le 17 novembre depuis la base spatiale de Vandenberg en Californie, à bord d'une fusée SpaceX. Dans le cadre du programme d'observation de la Terre de la Commission européenne, ce satellite a vocation à surveiller le niveau mondial de la mer depuis l'espace, et de fait participer à la lutte contre le changement climatique. [Le Royaume-Uni a été impliqué dans la création de ce satellite](#) via l'Agence Spatiale européenne, Airbus Defence and Space UK ayant fourni le système de propulsion du vaisseau spatial. L'Agence Spatiale britannique salue ce lancement, et continuera de faciliter la participation des industries et scientifiques britanniques au programme Copernicus et EUMETSAT, tout en promouvant l'utilisation de ses données au sein du gouvernement, des universités et des entreprises.

Nouvelles technologies

Le gouvernement britannique renouvelle son soutien au secteur quantique

A l'occasion du *UK Quantum National Technologies Showcase*, le salon britannique du quantique qui s'est tenu le 7 novembre à Londres, le [gouvernement a renouvelé son soutien à l'écosystème quantique britannique](#). En matière de financements, le gouvernement a rappelé son engagement à investir 670M£ dans la filière, annoncé lors de la publication de la stratégie industrielle en juin dernier. De plus, 14 projets quantiques bénéficieront d'une enveloppe de 14M£ à travers le programme *Quantum Sensing Mission Primer* d'Innovate, afin de libérer le potentiel du quantique dans des applications concrètes (scanners oculaires, tests sanguins de dépistage du cancer, etc.). Le gouvernement a également profité de ce rendez-vous pour annoncer le lancement du nouveau centre quantique pour la défense et la sécurité nucléaire issu d'une collaboration entre l'Atomic Weapons Establishment (installation de recherche du Ministère de la défense pour les armes nucléaires) et l'Université de Strathclyde, ainsi que la relance du partenariat quantique et photonique entre les Universités d'Ecosse et de Californie.

Enfin, le Royaume-Uni renforce ses partenariats internationaux dans le secteur quantique – l'une de ses priorités stratégiques – en signant un protocole d'accord entre le Centre national du quantique (*NQCC*) et l'Institut national japonais des sciences et technologies industrielles avancées, et en s'associant au Canada sur les communications quantiques.

Ecosystème tech

Le gouvernement dévoile un nouveau financement pour le corridor d'innovation entre Oxford et Cambridge

Rachel Reeves, la Ministre de l'Economie britannique, a annoncé un [financement de 500M£ pour poursuivre le développement du corridor d'innovation entre Oxford et Cambridge](#), afin de faire de cette région la « Silicon Valley de l'Europe ». Cet investissement servira principalement au développement d'infrastructures telles que des habitations et une liaison ferroviaire (East West Rail). Cette annonce intervient alors que l'*Ellison Institute of Technology* – un groupe de recherche fondé par le milliardaire américain Larry Ellison ayant cofondé l'entreprise Oracle – va étendre son site à Oxford grâce à un investissement de 10Mds£, témoignant de la forte dynamique d'innovation présente dans cette région.

Le secteur des voitures autonomes se développe au Royaume-Uni et à l'international

Les entreprises développant des technologies de voiture autonomes accélèrent leur développement. D'une part, le startup britannique [Wayve a récemment déployé son système d'IA au Japon](#). Malgré la complexité des routes japonaises et les différences marquées avec l'environnement de conduite européen, le système de pilotage par l'IA de Wayve s'est parfaitement adapté et a réalisé des trajets autonomes dès le premier jour des tests, démontrant ainsi la rapidité à laquelle l'entreprise peut intégrer de nouveaux marchés. Après trois mois de tests, Wayve a déclaré que son système avait développé un modèle performant, cohérent et sûr au Japon, et devrait lancer son premier partenariat avec un constructeur automobile japonais. D'autre part, Waymo, la société de véhicules autonomes détenue par Google [s'étend au Royaume-Uni](#) et proposera son service de « robotaxi » à Londres à partir de 2026, faisant dès lors concurrence à Wayve. Waymo commencera par cartographier la ville avec une flotte de véhicules Jaguar. Les utilisateurs pourront ensuite réserver via l'application Waymo, et des partenariats avec Uber et Lyft sont également envisagés. L'entreprise française Transdev sera chargée de la gestion opérationnelle des flottes de véhicules.

La startup britannique Stability AI s'associe à Universal Music Group pour développer des outils de création musicale alimentés par l'IA

Stability AI, une startup d'IA basée à Londres, a annoncé qu'elle [travaillerait avec le groupe Universal Music](#) pour créer des outils de génération musicale automatisés alimentés par une « IA formée de manière responsable ». Alors que Stability AI avait été critiquée pour son utilisation de matériel protégé par le droit d'auteur, ce partenariat vise à créer des outils qui respectent davantage le droit des artistes, et assure que cette collaboration ne les remplacera pas. Les outils d'IA créés dans le cadre de cet accord serviront les artistes, et s'adapteront à leurs besoins.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Jade Champetier (Attachée numérique), revue par Karine Maillard
Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr